



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

LE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

Un changement durable grâce
à une politique en matière de drogues
axée sur le développement

1. Éléments de contexte

1.1. La hausse des cultures de plantes servant à la fabrication de drogues illicites, un défi mondial

Dans l'ensemble, la culture illicite de la coca et du pavot à opium a fortement progressé au cours des dix dernières années. En 2019, la culture de la coca a atteint un pic historique de 244 200 hectares. La production de cocaïne et d'héroïne, des drogues dérivées de ces plantes, a également atteint des niveaux records. Selon les estimations, 1 723 tonnes de cocaïne auraient été produites à travers le monde en 2018 et entre 472 et 722 tonnes d'héroïne en 2019.¹ Les saisies de cocaïne n'ont jamais été aussi nombreuses au sein de l'Union européenne² et en Allemagne³. On estime que 269 millions de personnes dans le monde ont consommé des stupéfiants en 2018, dont 30 millions des opiacés et 19 millions de la cocaïne.

Actuellement, les principales aires de culture du pavot à opium se situent dans des zones rurales reculées en Afghanistan, au Myanmar, au Mexique et au Laos. De plus petites surfaces de culture se trouvent également en Colombie et au Guatemala. La production de coca se concentre dans les pays andins que sont la Bolivie, la Colombie et le Pérou.

La production, le trafic et la consommation de drogues illicites sont des phénomènes mondiaux. Ce sont toutefois les pays du Sud qui sont les plus durement touchés par les conséquences néfastes de cette économie de la drogue qui a des impacts profonds sur les structures sociales. Selon les statistiques de 2017-2018, entre 605 000 et 970 000 ménages dans le monde cultivent illégalement la coca et le pavot à opium.⁴ Dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine, des systèmes politiques entiers sont affectés par les agissements des cartels de la drogue, limitant ainsi leur capacité d'action.

Principaux pays de culture de la coca et du pavot à opium



¹ Office des Nations unies contre la drogue et le crime (2020) : World Drug Report 2020, <https://wdr.unodc.org/wdr2020/>

² OEDT (2019) : Rapport européen sur les drogues, p. 14, https://www.emcdda.europa.eu/system/files/publications/11364/20191724_TDAT19001FRN_PDF.pdf

³ Office fédéral de police criminelle (2019) : Rauschgiftkriminalität. Bundeslagebild 2018, p. 20, https://www.bka.de/DE/AktuelleInformationen/StatistikenLagebilder/Lagebilder/Rauschgiftkriminalitaet/rauschgiftkriminalitaet_node.html

⁴ Office des Nations unies contre la drogue et le crime (2020) : World Drug Report, <https://wdr.unodc.org/wdr2020/>

Alors que les cultures de plantes servant à la fabrication de drogues illicites sont situées en Asie et en Amérique du Sud, les couloirs de trafic de la cocaïne et de l'héroïne passent de plus en plus par les pays africains. Les réseaux transnationaux de trafic de drogue tentent ce faisant de contourner les mesures internationales de contrôle des stupéfiants sur les voies de transit directes entre les pays producteurs et les marchés cibles.

Avec 192 millions d'usagers en 2018 – soit 3,9 % de la population mondiale, le cannabis est la première drogue au monde en termes de production et de consommation. Contrairement à la coca et au pavot à opium, la culture illicite du cannabis se pratique non seulement dans les pays en développement mais également dans de nombreux pays industrialisés. Le Maroc et l'Albanie sont considérés comme les principaux pays d'origine du cannabis illicite circulant au sein de l'Union européenne.

1.2. L'absence de perspectives, terreau des cultures illicites

Les économies de la drogue prospèrent lorsque les conditions le permettent. Les régions de culture de la coca et du pavot à opium présentent de nombreuses similitudes qui les rendent particulièrement vulnérables à l'émergence d'économies illicites. Le crime organisé, la violence et la corruption sont étroitement liés à l'expansion des économies de la drogue. La faible présence étatique permet aux groupes criminels et aux acteurs en conflit d'exploiter ces lacunes à leurs fins.

Souvent situées dans des zones reculées, les régions de culture de plantes servant à la fabrication de drogues sont caractérisées par les aspects suivants :

- la pauvreté,
- l'absence de sources de revenus,
- la faiblesse des infrastructures,
- des droits fonciers non garantis,
- un manque d'accès aux marchés légaux,
- un accès insuffisant aux services de base tels que la santé ou l'éducation.

Les petits agriculteurs et agricultrices de ces régions représentent généralement la frange la plus pauvre de la population rurale.⁵ Faute d'alternatives légales et de débouchés pour les produits licites, la culture de plantes servant à la fabrication de drogue est souvent leur seule source de revenus. Cependant, l'accroissement énorme des marges de profit au sein de la chaîne de valeur illégale du trafic de drogue ne se produit qu'à la fin de la chaîne logistique, et non dans les régions d'origine. En outre, les économies de la drogue étant illicites, les normes environnementales, sociales et du travail ne s'appliquent pas à ce secteur ; il n'y a pas d'assurance contre les pertes de récolte ou de revenus d'autre nature et les conditions de travail abusives sont susceptibles d'être davantage répandues, notamment le travail des enfants. Par ailleurs, les crises économiques contribuent également à accroître la précarité des conditions de vie dans les régions de culture.

Plusieurs gouvernements luttent contre les cultures illicites en détruisant les plantes servant à la fabrication de drogues. Si cette pratique permet de réduire l'offre à court terme, dans des contextes marqués par l'absence d'autres sources de revenus, elle exacerbe néanmoins la pauvreté et l'insécurité alimentaire des familles paysannes et compromet leurs moyens de subsistance. Cela affaiblit la confiance dans les structures de l'État et prépare le terrain pour de nouvelles activités criminelles.

⁵ Garzón, Juan Carlos; Gélvez, Juan David (2018) ¿Quiénes son las familias que viven en las zonas con cultivos de coca? Caracterización de las familias beneficiarias del Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos Ilícitos (PNIS), Fundación Ideas Para la Paz, Bogotá, https://www.unodc.org/documents/colombia/2018/Agosto/Quienes_son_las_familias_que_viven_en_las_zonas_con_cultivos_de_coca_N.1.pdf

1.3. L'évolution du contexte international

Les succès limités et les coûts financiers et sociaux élevés de la « guerre contre la drogue » conduisent de nombreux pays à reconsidérer leurs stratégies. Un nombre croissant de gouvernements cherchent d'autres solutions telles que développement alternatif. L'Union européenne le définit comme une stratégie holistique qui s'attaque aux principales causes de la culture illicite de plantes servant à la fabrication de drogues et combine diverses mesures axées sur le développement. Le respect des droits humains et l'égalité de genre sont des principes majeurs sur lesquels repose le développement alternatif.⁶

Le document final adopté lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (UNGASS) sur le problème mondial de la drogue tenue en 2016, consacre un chapitre distinct au développement alternatif, lui conférant ainsi une place de premier rang à l'agenda interna-

tional. Avec ses chapitres progressistes sur les droits humains et les approches de développement, et avec une compréhension nouvelle et plus large du développement alternatif, ce document final est considéré comme un jalon important dans la politique internationale de lutte contre la drogue. L'approche de développement alternatif est également pertinente pour l'élaboration de mesures axées sur le développement dirigées vers d'autres types d'activités liées aux stupéfiants en milieu urbain et rural, telles que la production, la transformation et le trafic – des mesures qui sont désormais encouragées.

Malgré son importance dans le débat international, peu de ressources sont consacrées à la mise en œuvre de mesures de développement alternatif. En 2017, la valeur totale de ces mesures dans le monde s'élevait à environ 275 millions de dollars⁷, soit environ 0,1 % des fonds mondiaux consacrés à la coopération au développement.⁸ En revanche, les recettes des réseaux internationaux de trafic de drogue sont estimées entre 426 et 652 milliards de dollars.⁹

⁶ Conclusions du Conseil de l'UE sur le développement de substitution 2018, 14338/18 ; CORDROGUE 101, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14338-2018-INIT/fr/pdf>

⁷ Office des Nations unies contre la drogue et le crime (2019) : Global Overview of Alternative Development (2013-2017), Research Brief, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Research_brief_Overview_of_AD.pdf

⁸ Office des Nations unies contre la drogue et le crime (2015) : World Drug Report 2015, p. 84, https://www.unodc.org/documents/wdr2015/World_Drug_Report_2015.pdf

⁹ May, Channing (2017) Transnational Crime and the Developing World, Global Financial Integrity, https://secureservercdn.net/45.40.149.159/34n.8bd.myftpupload.com/wp-content/uploads/2017/03/Transnational_Crime-final.pdf#page=13

2. Notre approche

2.1. Les principes du développement alternatif

L'Allemagne œuvre en faveur d'une politique équilibrée en matière des drogues. Outre les aspects de politique sanitaire et sociale et ceux liés aux poursuites pénales, les approches axées sur le développement s'inscrivent dans une stratégie internationale de lutte contre la drogue et l'addiction centrée sur les personnes. Notre travail est fondé sur la responsabilité commune et partagée, un principe des Nations unies qui revêt une importance particulière pour les pays où sont consommées des drogues telles que la cocaïne et les opiacés. Dans ce contexte, le principe d'une approche multidisciplinaire, intégrée et équilibrée, telle que définie par l'UE, est décisif pour la politique allemande en matière de drogues.

Le développement alternatif s'inscrit dans le strict respect des droits humains

Si les États sont également tenus de respecter et de protéger les droits humains dans la lutte contre la culture de plantes servant à la fabrication de drogues illicites, ces droits sont néanmoins régulièrement bafoués dans le cadre des mesures de répression. Lorsqu'un État détruit des zones de cultures, privant ainsi des familles de leurs moyens de subsistance, et qu'il n'y a pas d'autres sources de revenus, les personnes concernées sont confrontées à de graves difficultés. Le recours à des agents chimiques pour ces destructions est en

outre, préjudiciable aux personnes et à l'environnement. En conséquence, les personnes concernées sont privées de leurs droits fondamentaux à l'alimentation, à l'eau potable et à la santé. La protection des droits humains et le soutien fourni aux pays partenaires pour les aider à respecter leurs obligations en matière de droits humains sont donc une condition essentielle de la politique allemande de développement et un principe essentiel d'une politique en matière de drogue axée sur le développement.

Le développement alternatif contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable suivants :





Le développement alternatif promeut l'égalité de genre. Les projets améliorent l'accès des femmes à des ressources telles que les revenus ou la terre et renforcent leur poids dans les processus décisionnels.

Les droits des femmes est placé au cœur du développement alternatif

Les femmes vivent souvent dans la précarité dans les régions où sont cultivées des plantes servant à la fabrication de drogues illicites. Dans les petites communautés paysannes, leur accès aux ressources est généralement plus restreint que celui des hommes. La violence envers les femmes est très répandue dans de nombreuses régions de culture de la coca et du pavot à opium. Les obstacles structurels et les normes sociales discriminatoires les empêchent de participer aux processus de décision économique et politique. Or, ce sont elles qui assurent en premier lieu la sécurité alimentaire de la famille. Par conséquent, ces inégalités doivent être rendues visibles et des mesures de développement alternatif doivent être mises en œuvre en tenant compte de la dimension de genre. L'égalité entre les sexes (ODD 5) est un facteur essentiel pour un changement durable et constitue à ce titre un principe de l'approche allemande en matière de développement alternatif.¹⁰

Le développement alternatif promeut l'utilisation durable des ressources naturelles

La culture illicite de plantes servant à la fabrication de drogues illicites a souvent des répercussions négatives sur l'environnement. La déforestation est l'un des problèmes environnementaux les plus urgents résultant de ce type de culture.¹¹ Les sols sont appauvris par la monoculture et l'utilisation excessive d'engrais et de produits chimiques. Pour produire de la pâte de coca, les feuilles de coca sont mélangées à du ciment, de l'essence et d'autres produits chimiques dans des laboratoires de fortune. Lors du processus de transformation en pâte puis en cocaïne, les produits chimiques nocifs pénètrent dans les sols ou se déversent dans les rivières. Cette dynamique peut être brisée par une combinaison de mesures de protection des forêts et de développement alternatif. Toute transition vers des moyens de subsistance légaux doit tenir compte des stratégies durables de protection de l'environnement.



Le développement alternatif promeut les systèmes agricoles et forestiers qui contribuent à la réduction des émissions de CO₂ et à la préservation de la biodiversité.



¹⁰ GIZ (2019) : Empowering female farmers in drug crop cultivation areas, <https://mia.giz.de/qlink/ID=246270000> ; et ONUDC 2018 : World Drug Report, livret 5 : https://www.unodc.org/wdr2018/prelaunch/WDR18_Booklet_5_WOMEN.pdf

¹¹ Office des Nations unies contre la drogue et le crime (2016) : Rapport mondial sur les drogues 2016, pp. 86-94, https://www.unodc.org/doc/wdr2016/V1604258_french.pdf

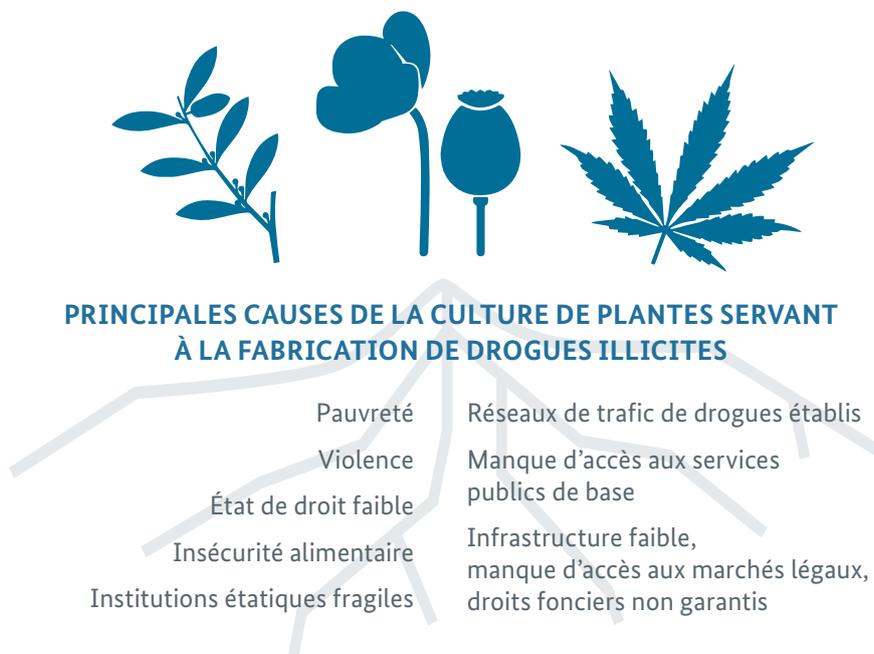
2.2. Le développement alternatif, un facteur de changement durable

L'approche allemande en matière de développement alternatif a pour objectif de réduire à long terme la dépendance des petites familles d'agriculteurs vis-à-vis de la culture de plantes servant à la fabrication de drogues illicites, de leur proposer des sources alternatives de revenus et d'améliorer ainsi leurs conditions de vie. Dans le cadre de développement rural intégral, des perspectives économiques légales sont créées et les sources de revenus sont améliorées. Les petits agriculteurs et agricultrices sont soutenus dans la production et la commercialisation de cultures durables adaptées aux conditions locales, telles que le café ou le cacao. Cependant, il existe également des alterna-

tives aux cultures illicites qui ne relèvent pas du domaine agricole, dans le secteur de l'écotourisme par exemple. La coopération allemande au développement s'emploie à combattre les causes et non pas uniquement les symptômes des économies de la drogue. Pour ce faire, elle poursuit une approche holistique qui conjugue des mesures issues des domaines suivants :

- le développement rural,
- la réduction de la pauvreté,
- la promotion de l'accès à la terre et aux droits fonciers,
- la protection de l'environnement et du climat,
- le renforcement de l'État de droit, de la sécurité et de la bonne gouvernance.

Le développement alternatif s'attaque aux causes de la culture de plantes servant à la fabrication de drogues illicites au lieu de combattre les symptômes.



Un changement durable

-  **Formation initiale et continue** des agriculteurs et agricultrices
-  **Conseil** pour la mise en place de communautés de producteurs et productrices
-  **Création** d'un accès légal au marché
-  **Promotion** de l'éducation et des services de santé
-  **Appui** aux petits agriculteurs et agricultrices dans l'enregistrement des titres fonciers
-  **Promotion** de l'éducation et des services de santé
-  **Renforcement** du rôle des femmes



L'accent est mis sur la promotion de chaînes de valeur rentables afin de générer des revenus pour les familles paysannes. L'implication du secteur privé permet d'accroître la compétitivité et la qualité des produits et d'améliorer les chances de succès à long terme. Parmi les autres facteurs de réussite importants, il convient de citer la sécurité alimentaire, la promotion de l'éducation, des services de santé et des projets d'infrastructure, et la mise en place de structures administratives locales.

Depuis plus de quatre décennies, des mesures de développement alternatif ont été mises en œuvre en Asie, en Amérique latine et en Europe du Sud-Est avec un large réseau de partenaires. Ce réseau comprend notamment l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la « Mae Fah Luang Foundation under Royal Patronage » (MFLF) et de nombreuses organisations non gouvernementales telles que le Consortium International sur les Politiques de Drogues (IDPC), le « Transnational Institute » (TNI) et la « Global Initiative against Transnational Organized Crime » (GI-TOC).

Les principes directeurs du développement alternatif :

l'expérience acquise dans les régions de culture montre que les mesures de développement alternatif ne sont efficaces que si l'atteinte des objectifs n'est pas exclusivement mesurée à la réduction de l'offre de drogue. La diminution des surfaces cultivées est le résultat d'un processus de développement et n'est pas considérée comme une condition à la mise en œuvre des mesures (principe de non-conditionnalité).

Des alternatives légales doivent être mises en place avant l'éradication des cultures illicites afin de ne pas compromettre les moyens de subsistance des petits agriculteurs et agricultrices (alternatives convenablement échelonnées). Les individus concernés ne doivent pas être contraints de participer aux mesures si cela implique des risques accrus pour leur personne (principe « Ne pas nuire »). Au Pérou, par exemple, des jardins potagers ont été créés afin de garantir la sécurité alimentaire des petits agriculteurs et agricultrices en attendant la mise en place à moyen terme de systèmes agroforestiers pour les bananes, le cacao et le

café. Dans le cadre de cette stratégie de diversification des revenus, l'élevage de bétail et, dans certains cas, de petites exploitations piscicoles ont également été soutenus. De cette manière, les moyens de subsistance des petits agriculteurs et agricultrices ont été durablement assurés pendant la phase de transition de la culture de coca vers des alternatives légales.¹²



Le développement alternatif aide à intégrer les petits agriculteurs et agricultrices marginalisés dans l'économie légale et à réduire les inégalités au sein de la société et entre les régions. Il soutient la mise en place d'infrastructures et l'accès aux services publics et aux marchés légaux.

¹² Projet PERU87 de l'ONUDC, Développement agricole durable aux fins de réduction de la pauvreté à travers une approche écologiquement durable et de promotion des femmes au Pérou et en Bolivie, 2011-2016, soutenu par le BMZ.

3. Nos avancées

→ Le développement alternatif gagne en importance dans la politique internationale et européenne en matière de drogues

Depuis des années, l'Allemagne façonne activement la politique mondiale en matière de drogues au niveau des Nations unies (ONU) et de l'Union européenne (UE). Les principaux organes sont notamment la Commission des stupéfiants (CND) des Nations unies et le Groupe horizontal « drogue » (GHD) de l'UE.

✓ Lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (UNGASS 2016) sur le problème mondial de la drogue, l'Allemagne a négocié pour la première fois, au nom de l'Union européenne, l'inclusion dans le document final d'un chapitre distinct sur le développement alternatif et les aspects socio-économiques de la politique en matière de drogues. Conjointement avec la Thaïlande et le Pérou, quatre résolutions sur une politique en matière de drogues axée sur le développement ont depuis été introduites et adoptées avec succès au sein de la CND.

✓ Le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a contribué de manière décisive à l'élaboration du chapitre sur la coopération internationale de la stratégie antidrogue de l'UE pour 2013-2020 et des plans d'action antidrogue de l'UE (2013-2016, 2017-

2020), dans lesquels le développement alternatif est devenu un pilier majeur de la politique équilibrée de l'UE. L'Allemagne a joué un rôle clé dans la formulation des conclusions du Conseil de l'UE sur le développement alternatif. Adoptées en décembre 2018, ces conclusions soulignent l'approche européenne visant à mettre en œuvre une politique antidrogue axée sur le développement.

✓ En 2019, le BMZ a participé à l'élaboration de lignes directrices internationales sur les droits humains et les politiques en matière de drogues.¹³ Elles fournissent une ligne de conduite aux gouvernements qui souhaitent orienter davantage leur politique en matière de drogues vers les droits de toutes les personnes concernées, le développement et la santé.

→ Un nombre croissant de pays considèrent le développement alternatif comme une composante de leur politique nationale en matière de drogues

✓ Grâce à la coopération au sein du Partenariat mondial sur les politiques en matière de drogues et le développement (GPDPD), nous aidons les pays producteurs de drogues qui ont mené des politiques plutôt restrictives dans le passé à adopter des approches axées sur le développement et les droits humains et même à s'engager activement sur la scène internationale en faveur d'une politique progressiste en matière de drogues. Nous avons aidé la Colombie à inclure des actions environnementales dans sa réponse à la culture illicite de la coca. Cette stratégie couvre désormais également les aspects de la protection et de l'utilisation durable des écosystèmes forestiers. Le Myanmar a intégré des approches axées sur le développement dans sa stratégie nationale en matière de drogues et la Thaïlande a adopté le principe de réduction des risques dans sa réponse nationale aux usages de drogues.



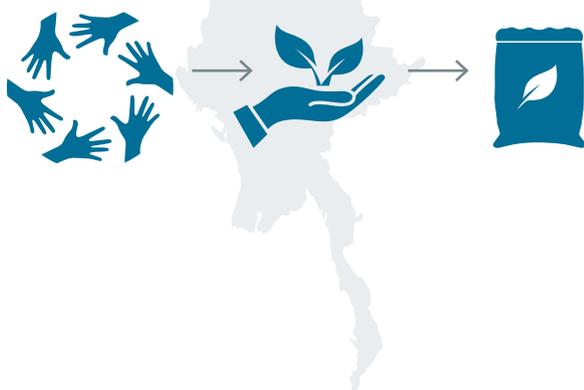
¹³ Ces lignes directrices ont été élaborées par le Centre international sur les droits humains et la politique en matière de drogues de l'Université d'Essex et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : <https://www.humanrights-drugpolicy.org>

✓ Depuis 2011, le BMZ soutient le « Cooperation Programme between Latin America, the Caribbean and the European Union on Drugs Policies » (COPOLAD) en lui apportant une expertise technique pour la mise en œuvre du volet développement alternatif.¹⁴ Le Guatemala, le Paraguay et le Mexique ont désormais créé leurs propres bureaux nationaux pour le développement alternatif. Pour la première fois, le Guatemala, la Jamaïque, le Paraguay, le Mexique, Trinidad et Tobago ont mis en œuvre des mesures de développement alternatif.

→ Le développement alternatif, générateur de revenus légaux

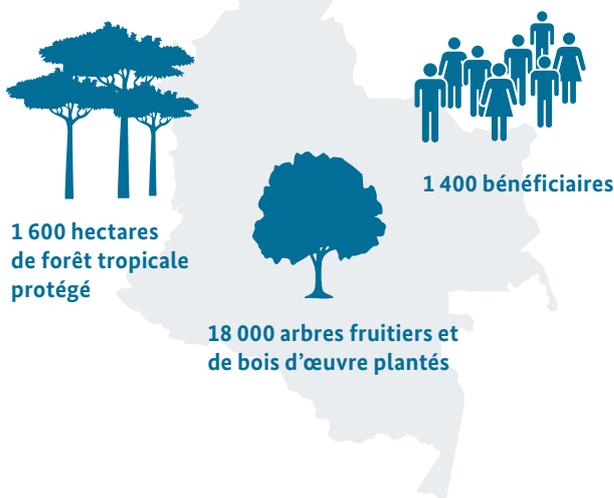
La marge de bénéfices des ménages paysans au début de la chaîne de valeur est extrêmement faible. Par exemple, seul 1,5 % des recettes de l'économie mondiale de la cocaïne reviennent aux petits agriculteurs et agricultrices s'adonnant à la culture de la coca. Ce n'est qu'en fin de chaîne, dans les pays de transit et de destination, que sont générés les immenses profits de l'économie mondiale de la drogue. Aussi les recettes des petits agriculteurs et agricultrices en Colombie sontelles moindres pour les feuilles de coca (1 euro/kg) que pour les produits agricoles légaux alternatifs comme le café (2 euros/kg).

Myanmar: De la culture de café communautaire à la certification « Commerce équitable »



¹⁴ Site du COPOLAD, sous la direction de l'organisation espagnole « Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas » (FIAPP) : <http://copolad.eu/en>

Le développement alternatif en Colombie



✓ En Colombie, des projets de développement alternatif, notamment dans les régions productrices de coca du Putumayo, de Caquetá, du Guaviare et de Meta, ont permis de protéger 1 600 hectares de forêt et de replanter plus de 18 000 arbres d'essences indigènes (fruitiers ou destinés à la production de bois d'œuvre), ce qui a permis de créer des sources de revenus supplémentaires pour la population locale. 1 400 personnes bénéficient de ces projets.

✓ Depuis 2011, le BMZ promeut les mesures mises en œuvre par le bureau national de l'ONUDC au Myanmar en vue de réduire la culture de l'opium et d'améliorer les conditions de vie des communautés de la région. La culture du café est l'une des plus importantes sources alternatives de revenus. Fondée en 2014 et regroupant à présent près de 1 000 petits agriculteurs et agricultrices de 55 villages, la Green Gold Coffee Cooperative a conclu un partenariat en 2017 avec la société française de café Malongo qui garantit des prix équitables aux producteurs et productrices et l'achat de leurs récoltes pendant cinq ans. Cette coopérative est résolument engagée en faveur de l'égalité de genre et contre le travail des enfants et a obtenu la certification commerce équitable en 2019.

4. Les perspectives : relever les défis ensemble

La production de cocaïne et d'héroïne a atteint des niveaux sans précédent. Jamais autant de personnes ne sont décédées d'une overdose d'héroïne ou d'autres opiacés qu'en 2017.¹⁵ Dans le même temps, des quantités records de cocaïne ont été saisies au sein de l'Union européenne¹⁶ et en Allemagne.¹⁷

Au vu de ces chiffres alarmants, il importe plus que jamais d'adopter de nouvelles approches en matière de drogues dans les pays producteurs. L'Allemagne continue donc à préconiser le recours à des approches axées sur le développement en vue de réduire la culture de plantes servant à la fabrication de drogues illicites.

Au niveau international, on observe des signes de changement dans la manière dont le cannabis et les produits à base de cannabis sont abordés. De plus en plus de pays, dont l'Allemagne, autorisent leur utilisation à des fins médicales. Cela pourrait accroître la demande de cannabis médical cultivé légalement et offrir des opportunités intéressantes pour le développement des régions où le cannabis n'est à ce jour cultivé que de manière illicite.

En outre, l'approche actuelle de développement alternatif dans les pays partenaires doit être étendue à d'autres activités liées aux stupéfiants en milieu urbain et rural, telles que le transport ou le

commerce de drogues illicites. Avec la réorientation des couloirs de trafic de drogues, l'attention se porte également davantage sur les pays africains. Il est par conséquent nécessaire de faire évoluer l'approche de développement alternatif et de l'adapter aux problématiques spécifiques rencontrées. Il existe déjà des exemples d'adaptation ; ainsi, des projets de développement alternatif sont mis en œuvre dans les régions rurales affectées par le trafic de drogue à la frontière entre la Thaïlande, le Myanmar et le Laos, en vue de promouvoir des perspectives de revenus légaux pour la population locale.

L'une des missions en matière de drogues et d'addiction de la présidence allemande du Conseil de l'UE au second semestre 2020 est la négociation d'un nouveau programme et plan d'action antidrogue de l'UE (2021-2025). Dans le cadre de la lutte contre la culture de plantes servant à la fabrication de drogues, nos partenaires européens et nous-mêmes nous attachons à poursuivre une approche axée sur les droits humains et le développement. Le développement alternatif devrait être ancré dans les documents pertinents en tant que partie intégrante de la politique antidrogue de l'UE et par conséquent être renforcé en tant que volet essentiel de la coopération au développement de l'UE.

¹⁵ Office des Nations unies contre la drogue et le crime (2020) : World Drug Report 2020, <https://wdr.unodc.org/wdr2020/>

¹⁶ OEDT (2019) : Rapport européen sur les drogues, p. 14, https://www.emcdda.europa.eu/system/files/publications/11364/20191724_TDAT19001FRN_PDF.pdf

¹⁷ Office fédéral de police criminelle (2019) : Rauschgiftkriminalität. Bundeslagebild 2018, p. 20, https://www.bka.de/DE/AktuelleInformationen/Statistiken/Lagebilder/Lagebilder/Rauschgiftkriminalitaet/rauschgiftkriminalitaet_node.html

5. Les actions requises

Une politique en matière de drogues axée sur le développement nécessite une volonté politique et un engagement plus importants, tant dans les pays de production que dans les pays de transit et de consommation. Les aspects suivants doivent être mis au centre de l'attention dans les années à venir :

- Une mise en œuvre systématique des résolutions adoptées à la session extraordinaire des Nations unies (UNGASS) sur le problème mondial de la drogue de 2016 et, partant, le renforcement de l'engagement mondial en faveur d'une approche axée sur le développement en matière de drogue.
- Un nouveau programme antidrogue de l'UE (2021-2025) et un plan d'action antidrogue de l'UE (2021-2025) tenant encore davantage compte des aspects de développement.
- Un accroissement du volume de financement pour la mise en œuvre de mesures de développement alternatif par les pays concernés et la communauté internationale.
- Une augmentation du nombre de projets de développement alternatif, en accord avec les obligations internationales en matière de droits humains et en tenant compte de l'égalité de genre et de l'utilisation durable des ressources naturelles.
- Une plus grande implication du secteur privé et de la société civile dans la planification et la mise en œuvre de mesures de développement alternatif.
- Un examen de la faisabilité et du potentiel du cannabis médical en tant que chaîne de valeur légale pour le développement alternatif dans les pays en développement.
- De nouveaux indicateurs mesurant plus clairement le niveau de réussite des mesures de développement alternatif, car la seule réduction des surfaces cultivées destinées à la production de drogues n'est pas un critère significatif.
- Le développement des connaissances scientifiques sur le rôle des femmes et des jeunes dans la production de drogues dans le cadre d'une politique de drogue axée sur le développement.
- L'adaptation des approches actuelles de développement alternatif aux pays de transit en Afrique.

Mentions légales

PUBLIÉ PAR

Ministère fédéral de la Coopération économique
et du Développement (BMZ)
Division 121 – politique agricole internationale,
agriculture, innovation

CONCEPTION

wbv Media, Bielefeld

PHOTOS

©GIZ/Leslie Searles

MISE À JOUR

octobre 2020